

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 22 mars 2021

Au moins six vaccins et zéro solution ? Téléchargeons l'application #StopCapitalisme

Et un, et deux, et trois confinements ! Même les supporteurs du gouvernement ne savent plus vraiment comment justifier les mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Après le « stop and go », le « pas de confinement » et les promesses avortées d'un plan massif de vaccinations, le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle vague de mesures dont personne ne comprend vraiment la logique. L'épisode grotesque sur l'attestation obligatoire de deux pages – puis, finalement, pas nécessaire – est une parfaite illustration. Vite une aspirine ! Macron a beau s'essayer à la poésie et déclarer que « le maître du temps, c'est le virus », on voit clairement que ses choix politiques ne sont pas seulement guidés par celui-ci. Ce qui apparaît comme une belle cacophonie est en fait structuré par une volonté, celle de maintenir les profits des grandes entreprises coûte que coûte.

Un an après le premier confinement, l'heure des bilans

Les 250 morts quotidiens d'aujourd'hui, plus d'un an après l'apparition du virus, sont le résultat d'une politique. Même la Cour des comptes, pourtant grande prêtresse des « économies » dans les services publics, dénonce le nombre insuffisant de lits « de soins critiques ». En fait de grandes mesures pour l'hôpital, le gouvernement a continué sa politique d'austérité en pressurant au maximum les travailleuses et travailleurs de la santé. Véran peut dire qu'« on ne forme pas un infirmier en un an », il oublie d'expliquer pourquoi les démissions, arrêts maladie et dépressions augmentent chez les soignants. La même langue de bois est à l'œuvre quand il s'agit de discuter de la catastrophe sociale en cours.

La France est le pays d'Europe à avoir donné le plus d'argent aux entreprises (155,36 milliards), surtout les grandes (celles qui annoncent des milliers de licenciements), alors que la précarité et la pauvreté explosent. Les queues augmentent devant les soupes populaires, des milliers d'étudiants ne mangent pas à leur faim, et les filles et fils d'ouvriers qui ne sont pas inscrits à la fac mais survivaient à coup de petits « jobs » n'ont plus aucun revenu depuis des mois.

L'État n'y peut rien, faute de moyens ? Mais il ne regarde pas à la dépense quand il se laisse racketter par les labos pharmaceutiques qui facturent 60 euros à la Sécu pour chaque test salivaire, devenu obligatoire dans les écoles – et, mesquinerie supplémentaire, facturés un euro aux profs eux-

mêmes ?

Les navrants du gouvernement

Des militants du théâtre de l'Odéon ont clamé leurs revendications pendant la grand-messe des Césars. Une manifestation « navrante » pour la ministre de la Culture. Quelle horreur, des gens qui revendiquent ! Alors que de plus en plus de théâtres sont occupés par les intermittents du spectacle, le gouvernement répond par le silence devant une lutte qui pourrait faire tache d'huile. Ce qui les fait trembler, c'est la crainte d'une multiplication des mouvements.

La lutte : un vaccin libre de droits

Le mouvement des intermittents du spectacle, les débrayages dans l'automobile et les manifestations contre les licenciements montrent la voie à suivre pour obtenir les mesures sanitaires et économiques qui devraient s'imposer. Il faut une réduction du temps de travail, des embauches dans les services essentiels, l'interdiction des licenciements, une augmentation générale des salaires et des vraies mesures contre l'épidémie. Si nous sommes encore contraints par les mesures de contrôle, c'est que les gouvernants respectent avant tout les profits des laboratoires pharmaceutiques. Quand l'heure devrait être à la mise en commun des recherches et au développement massif de la production de vaccins, Macron et son monde défendent les profits plutôt que nos vies. Une injection massive de luttes s'impose plus que jamais.

Elle s'en lave les mains... le business doit continuer

La semaine dernière, un salarié du Montage équipe 12 est décédé du Covid. Ce père de famille de 48 ans est le 3^e ouvrier de PSA Poissy à en mourir. Ces derniers jours, le nombre de salariés positifs au Covid augmente de plus en plus vite. Mais la direction cache l'ampleur de la situation, elle refuse toujours de faire des tests au volontariat à l'infirmerie, elle allège les mesures de protection à l'usine, et prétend qu'il y a peu de cas contacts, que les salariés se contaminent à l'extérieur... tout va bien à Poissy !

Ce qui compte pour elle c'est de remplacer les absents Covid par des chefs ou de surcharger encore plus des postes.

Nous aussi on peut imposer notre volonté

Au Montage (HC, HM, PCI), 80 salariés (équipe 22) et 70 (équipe 12) ont fait 2 rassemblements pour contester les surcharges de postes. La direction veut passer en force : produits ou dégage !

Notre santé elle s'en moque. Le succès de ces rassemblements est un encouragement, nous sommes tous concernés quelques soit le bâtiment pour le sous-effectifs, continuons à nous mobiliser pour refuser la surcharge des postes.

Quand elle réfléchit c'est toujours au pire

Montage MV1, poste du serrage réservoir, bras en l'air sous la caisse, il y a de plus en plus de vis à mettre avec l'augmentation de la production de voitures électriques (jusqu'à 1 caisse sur 4). Des travaux sont prévus pour alléger le poste en août... d'ici là, si les salariés tiennent le coup, la direction aura sûrement eu d'autres idées pour surcharger. Comme partout dans l'usine, la solution pour améliorer son poste c'est de ne pas attendre et de lutter.

À méditer...

À l'Emboutissage, à la PTV, la direction a tellement comprimé les effectifs que le RU se retrouve à la chaîne à ranger les pièces embouties. Moralité pour tous les autres chefs : ça ne sert à rien d'y aller à fond, de tout donner pour la boîte, de faire la course à la carrière... pour ensuite retourner à la case départ.

La direction et les voitures peuvent attendre

Peinture, aux Cordons, la direction a supprimé un poste et en a donc surchargé d'autres. Impossible de suivre la cadence : si on se met à courir, la direction continuera de rajouter des tâches. Faut pas se presser, faut arrêter la chaîne. Ça la fera réfléchir.

Facile de décider pour les autres

Peinture, aux Fonds et Bacs Batteries, ce lundi la direction a imposé le travail pendant la pause (over-time), certains salariés n'ont été prévenus que 10 minutes avant. Les grands chefs qui veulent bousiller notre pause, on les invite à venir prendre nos postes. On verra comment ils se débrouillent...

Les méthodes de Le Borgne : du déjà vu !

300 salariés du site Renault de Lardy (Essonne) ont débrayé jeudi dernier. La raison ? Renault entame son plan de 4 600 suppressions d'emplois en France en externalisant la maintenance de bancs d'essai. Les 30 salariés de Renault Lardy concernés n'ont donc pour seul « choix » que d'accepter le plan de départs volontaires ou de se retrouver vendus à l'entreprise sous-traitante P2M.

À la manœuvre on retrouve Gilles Le Borgne, ancien directeur chez PSA, aujourd'hui à la direction de l'ingénierie à Renault. Il ne fait qu'appliquer la même méthode qu'en 2015 chez PSA, avec le même prestataire, qui avait abouti à l'éjection de 300 salariés.

Avec la riposte de nos collègues de Renault, Le Borgne aurait peut-être dû y regarder à deux fois...

Fonderie de Bretagne : ils reprennent la lutte

Les salariés de la Fonderie de Bretagne à Caudan (Morbihan) se mobilisent ce mardi 23 mars contre les suppressions de postes et la vente de leur usine par Renault.

En mai 2020, le plan d'économie de Renault prévoyait déjà de lâcher cette usine qui emploie 350 salariés et des centaines de sous-traitants. Alors que des mobilisations éclataient sur plusieurs sites, la direction avait temporisé et concédé une vague étude stratégique. En réalité, elle avait déjà sa « stratégie » : patienter quelques mois le temps que la colère retombe, puis se débarrasser de l'usine.

Mais les salariés, qu'ils soient Renault ou sous-traitants, intérimaires, en CDD ou en CDI, ne comptent pas se laisser faire.

PSA, des menaces à la hauteur de celles de Renault

PSA annonce la suppression de 1300 postes en France pour l'année 2021.

Le site de PSA Douvrin (près de Lille) est déjà menacé et les 1 700 ouvriers qui y travaillent. Combien d'autres sites menacés dans la foulée ? Qu'advient-il par exemple de celui de PSA Charleville-Mézières, fournisseur de Douvrin ? Les menaces qui pèsent sur les emplois PSA sont finalement à la hauteur de celles qui pèsent sur Renault...

Les salariés de Renault et d'ailleurs, qui se rassemblent ce mardi à Caudan derrière les travailleurs des Fonderies de Bretagne, ont bien raison de manifester leur colère : à nous aussi, avec eux, de montrer la nôtre !

Merci à tous !

La collecte pour le bulletin *L'Étincelle* a réuni 203 €, merci à tous ceux qui ont donné (et à ceux qui n'avaient pas de monnaie mais ont témoigné leur sympathie). De quoi faire encore bien des Étincelles !